

En quelques semaines, la liste noire a fait le tour des universités et institutions américaines. Elle associe les mots et sigles « antiracisme », « discrimination », « féminisme », « genre », « LGBT+ » ou « santé mentale » comme autant de thématiques « à éviter », selon le *New York Times*, depuis que l'administration Trump a publié, le 21 janvier, son décret supprimant les politiques en faveur de la diversité, de l'égalité et de l'inclusion.

L'improbable catalogue fait écho à une autre liste répertoriant les livres bannis de bibliothèques publiques dans des États républicains. Depuis 2021, l'organisation Pen America en a recensé plus de 16 000 – dont plus de 10 000 sur la seule année scolaire 2023-2024 – sur des sujets aussi différents que l'esclavage (comme *L'Œil le plus bleu*, de Toni Morrison) ou les inégalités de genre (par exemple *La Servante écarlate*, de Margaret Atwood). « Un nombre jamais vu depuis la période du maccarthysme », précise l'ONG, une large part de ces interdictions concernant « des livres avec des personnes de couleur (44 %) et des personnes LGBT+ (39 %) ».

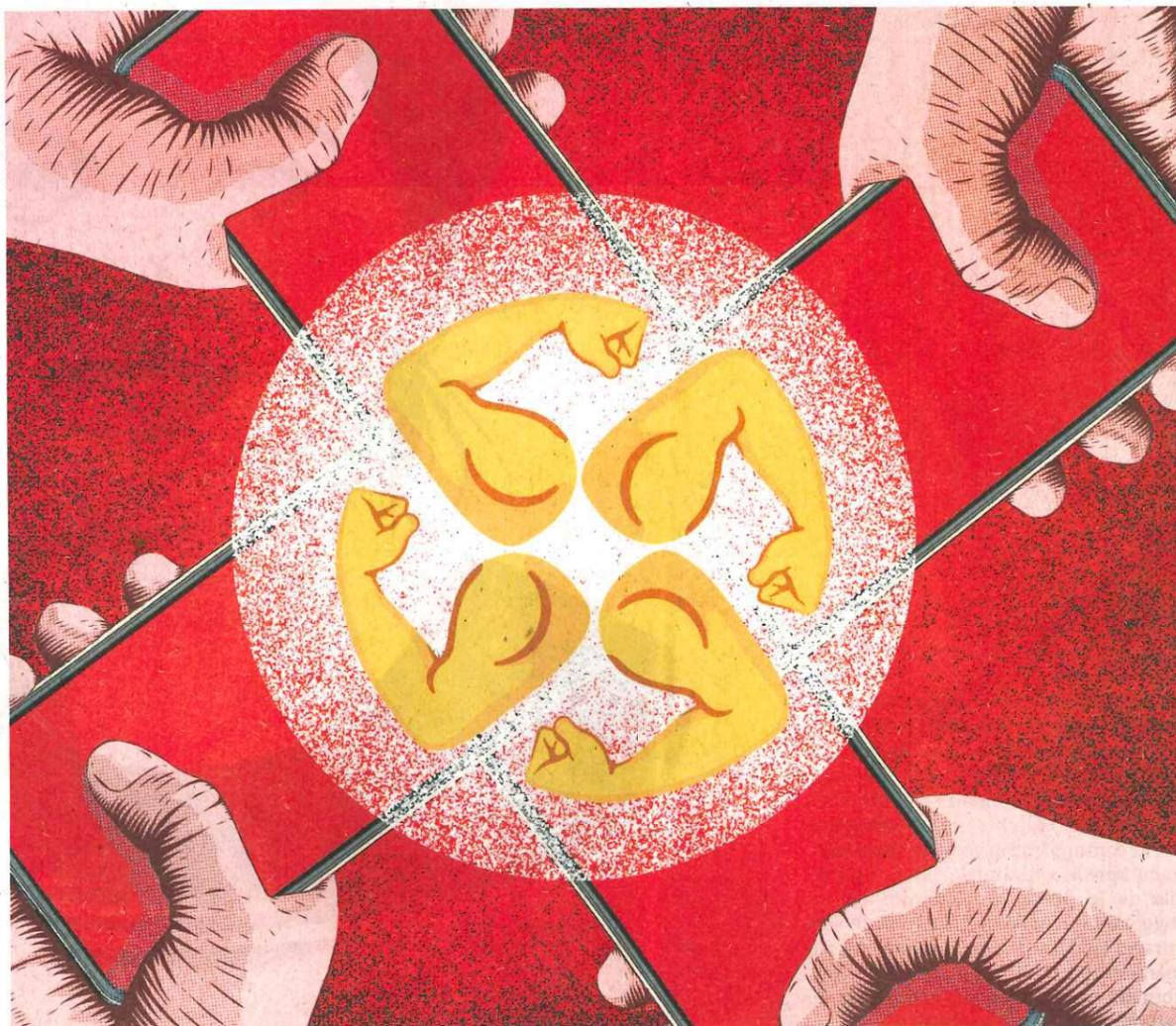
Pour le politiste canadien Francis Dupuis-Déri, spécialiste de l'antiféminisme, « ces rapprochements illustrent les liens étroits entre le sexisme, le racisme, l'homophobie et la xénophobie dans la guerre culturelle que mène l'extrême droite américaine ». Une nouvelle notion, celle d'intersectionnalité des haines, a émergé depuis une dizaine d'années dans le sillage de la première élection de Donald Trump, pour décrire cette convergence des rejets comme un fil rouge tissé entre des époques et des cultures différentes.

L'expression a surgi quasiment au même moment de part et d'autre de l'Atlantique, dans « une sorte de coïncidence significative », note Francis Dupuis-Déri, qui voit dans cette « innovation conceptuelle un élément essentiel du nouvel arsenal théorique nécessaire pour comprendre les stratégies rhétoriques des militants et acteurs de l'extrême droite tels que Donald Trump ». Au lendemain de la première élection du milliardaire, en 2016, l'essayiste afro-américain Rembert Browne y fait référence dans *New York Magazine*. Donald Trump, écrit-il, a réussi à fédérer des publics très divers « en rendant la haine intersectionnelle » : « Il a encouragé les sexistes à être également racistes et homophobes, en plus de dire en public des choses abjectes au sujet des immigrants, et en ligne au sujet des juifs. »

#### Haines juxtaposées ou croisées

Sans avoir connaissance de cet article, l'historienne française Christine Bard, spécialiste des féminismes, propose de son côté l'expression en 2017, lors d'un colloque franco-québécois sur l'antiféminisme à l'université d'Angers. Elle utilise la formule pour décrire « la convergence du sexisme, du racisme, de l'antisémitisme, de la xénophobie et de l'homophobie » dans les contenus de l'hebdomadaire d'extrême droite *Minute*, entre 1990 et 2015 (*Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui*, PUF, 2019). Les haines peuvent être simplement juxtaposées, explique-t-elle, ou bien croisées lorsque *Minute* cible avec une intensité singulière des personnalités politiques et médiatiques parce qu'elles sont femmes, juives, musulmanes ou d'origine africaine.

La formule s'inspire de la notion d'« intersectionnalité », proposée en 1989 par la juriste Kimberlé Crenshaw pour désigner la situation des femmes afro-américaines soumises à la fois au sexisme, au racisme et à la pauvreté. Devenue centrale dans les luttes et les études féministes, l'intersectionnalité s'est depuis élargie à d'autres discriminations, par exemple l'âge ou le handicap. « Alors que les luttes féministes sont aujourd'hui majoritairement intersectionnelles, l'antiféminisme pratique lui aussi l'intersectionnalité, mais celle des haines », affirme



BORIS SÉMÉNIACO

# Entre racisme et masculinisme, des liaisons ordinaires

Des discours fascistes de l'entre-deux-guerres à ceux de Donald Trump, les détestations xénophobes, antiféministes et homophobes fonctionnent ensemble et se renforcent mutuellement

Christine Bard, qui s'attache à en retracer la chronologie dans son travail. Loin d'être le monopole d'une droite américaine décomplexée, ces détestations croisées « se repèrent dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, où le discours nationaliste en France en fait son noyau dur. Il est difficile de dissocier à l'époque l'antiféminisme de l'hostilité à l'égard d'autres groupes humains, tant ces haines fonctionnent ensemble et se renforcent mutuellement », constate l'historienne.

Sous la III<sup>e</sup> République, l'idéologie de l'Action française, mouvement nationaliste et royaliste d'extrême droite né en pleine affaire Dreyfus, défend une France chrétienne. Pour son dirigeant, Charles Maurras, le modèle social idéal repose sur une définition traditionnelle des rôles des hommes et des femmes et une conception très restrictive et excluante de l'identité française. « Pour le chantage du nationalisme intégral, une réaction virile est nécessaire contre le péril franc-maçon, juif, protestant, métèque et féministe », constate l'historienne.

Le féminisme y est par exemple régulièrement présenté comme une invention de femmes juives, considérées comme des agentes de la féminisation de la société et de la dissolution de la civilisation chrétienne. « On accuse les juifs de propager l'émancipation des femmes, l'immoralité sexuelle et les maladies vénériennes », souligne Christine Bard. Ces haines croisées sont associées à une rhétorique victimaire et à la nostalgie

d'un ordre social à reconquérir. « Dans les mouvements fascistes de l'entre-deux-guerres, c'est au nom de la défense des hommes occidentaux que l'antiféminisme est associé à de l'antisémitisme et de la xénophobie, explique l'historienne. Il s'opère comme une inversion du rapport de domination, qui n'est d'ailleurs pas réservée aux discours militants mais circule dans toute la société comme un préjugé ordinaire. »

Les études féministes ont mis en lumière le caractère récurrent de cette victimisation pour défendre des modèles sociaux inégalitaires. Ce phénomène resurgit dans les contextes de crise et de régression des droits et des libertés, sous la forme de ce que la journaliste américaine Susan Faludi a nommé le *backlash* (« retour de bâton »), qui désigne la montée en puissance des mouvements réactionnaires et masculinistes après chaque

avancée des droits des minorités et des femmes. En inversant la victimisation, ces mouvements visent à disqualifier l'idée même de discrimination et de domination et « expriment la négation de toute perspective égalitaire et inclusive », souligne Christine Bard.

#### Offensive sur les immigrants

Un siècle plus tard, cette rhétorique victimaire est au cœur des théories masculinistes dont une partie de l'entourage de Donald Trump se revendique sans complexe. Dès son investiture à la Maison Blanche, le 20 janvier, le président lui-même a œuvré au retour vers la Floride de l'influenceur britannico-américain et figure du masculinisme Andrew Tate, pourtant assigné à résidence en Roumanie pour des soupçons de viols et de trafic d'êtres humains.

« Dans les discours des partisans MAGA [Make America Great Again], les hommes blancs hétérosexuels sont souvent décrits comme persécutés par les autres groupes, constate Francis Dupuis-Déri, auteur de *La Crise de la masculinité. Autopsie d'un mythe tenace* (Les Éditions du Remue-ménage, 2018) : les femmes, jugées trop puissantes, les homosexuels et les personnes transgenres, trop visibles, les juifs, trop influents, les étrangers, menaçants. Le même cadre d'analyse, plaqué sur des sujets différents, conduit à la conclusion que les politiques d'égalité sont discriminantes à l'égard de l'homme blanc hétérosexuel, qui doit leur résister. »

**CETTE RHÉTORIQUE VICTIMAIRE EST AU CŒUR DES THÉORIES MASCULINISTES DONT UNE PARTIE DE L'ENTOURAGE DE DONALD TRUMP SE REVENDIQUE**

Dans un dossier sur l'intersectionnalité de la haine paru en 2018, la revue canadienne *Atlantis* analyse « la montée de l'extrême droite » aux États-Unis comme « une politique de backlash au sens large », parce que « les privilèges acquis sont bousculés et que le pouvoir traditionnel est remis en question ». Le degré de haine à l'égard d'un groupe peut varier selon les périodes et le contexte. Aux États-Unis, les principales offensives de Donald Trump se concentrent ces derniers mois sur les immigrants latino-américains et haïtiens, qu'il a assimilés pendant la campagne présidentielle à des « animaux » qui « empoisonnent le sang » du pays.

Il cible aussi violemment les personnes transgenres, qu'il accuse de « délire » et veut exclure de l'armée et des écoles. « En affirmant la seule existence de deux sexes, masculin et féminin, Trump restaure la conception traditionnelle de la « différence des sexes », complémentaires et inégaux. Cette croyance paramétrant l'ordre social est lourde de conséquences pour les individus ; elle porte atteinte aux libertés individuelles et à l'égalité entre les personnes », constate Christine Bard.

#### Détestation de l'Etat de droit

Dans sa reconquête identitaire et patriotique, le milliardaire attise les peurs par la désinformation et l'outrance. « La multiplication et la répétition des discours mensongers créent un effet de résonance qui amplifie le sentiment de menace sur l'économie ou le mode de vie américains », constate Francis Dupuis-Déri.

L'usage immodéré du mot « wokisme » par le camp MAGA illustre à lui seul la convergence des lignes de front : « C'est un outil qui offre l'avantage d'un tir groupé sur toutes les cibles en même temps, explique le politiste. Il englobe à la fois les féministes, les minorités de genre et sexuelles, les défenseurs des migrants, ceux supposés contrôler l'Etat pour développer des programmes de discrimination positive, mais aussi les écologistes, qui freinent l'exploitation de la planète. Chaque attaque est l'occasion de rappeler que l'essence des États-Unis serait européenne, anglo-saxonne, chrétienne, hétérosexuelle, capitaliste et méritocratique, tout en détournant l'attention des milliardaires qui dominent réellement le pays. »

En Europe aussi, des études récentes éclairent le retour de ces haines croisées, notamment sur les réseaux sociaux. Selon l'enquête « Les discours de haine intersectionnels en ligne », menée à l'initiative du projet Specialised Cyber-Activists Network (« réseau spécialisé des cyberactivistes »), financé par la Commission européenne et coordonné par la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, « les femmes restent le groupe le plus souvent visé par les discours de haine intersectionnels », en particulier « les femmes musulmanes, les femmes roms et les femmes de couleur », ainsi que celles « occupant des postes publics ».

De son côté, l'agence européenne de police criminelle Europol a consacré en 2020 un volet de son rapport sur la situation du terrorisme aux attentats dont les motivations croisent à la fois « racisme, autoritarisme, xénophobie, misogynie, hostilité aux communautés LGBT+ et à l'immigration », comme à Hanau (Allemagne) en 2020, où neuf personnes avaient été tuées dans un bar à chicha.

Au cœur de cette intersection nauséabonde, la détestation de l'Etat de droit, dont les lois en démocratie visent justement à empêcher l'expression des haines, croise toutes les autres détestations. « L'hostilité à la limitation de l'expression, y compris en cas de mensonge ou de diffamation, est une revendication traditionnelle de l'extrême droite », rappelle Francis Dupuis-Déri. Derrière les renoncements à toute régulation des réseaux sociaux de Donald Trump et de son équipe, c'est encore le droit à la haine qui est clairement revendiqué. ■